

Les diplomates accrédités à Buja appellent l'opposition à revenir sur sa décision

RFI, 04 juin 2010 - La communauté internationale plaide pour la poursuite du processus électoral au Burundi après une semaine de fortes tensions suite au rejet par l'opposition burundaise des résultats des élections communales du 24 mai 2010, la communauté internationale vient de trancher en faveur de la Commission électorale. Le 3 juin, ses représentants ont appelé les cinq partis de l'opposition à revenir sur leur décision de ne pas participer aux élections présidentielles du 28 juin. Un appel pour le moment, resté sans écho favorable. Le corps diplomatique représenté au Burundi a lancé cet appel après plusieurs jours de consultations avec les principaux acteurs engagés dans le processus électoral burundais. Il en appelle donc à la responsabilité des partis politiques dans ce pays qui sort d'une longue guerre civile.

L'envoyé spécial belge pour la région de Grands lacs Franck De Coninck au Burundi depuis deux jours est sur cette ligne. « Au moment très important et crucial où en est maintenant le Burundi, la communauté internationale pense qu'il est bon que le processus continue, et que tous les acteurs continuent à s'inscrire dans ce processus. Il est important aussi que tous les acteurs du processus électoral continuent à s'engager, à se battre avec les armes politiques qui sont les leurs, et tiennent un discours responsable », a-t-il conclu. La réponse des douze partis qui rejettent le résultat des élections communales du 24 mai a été, très sèche : « le combat continue », a martelé leur porte-parole Léon Nyangoma, quelque peu excédé par cette communauté internationale. « Ce qui est passé au Burundi, si cela passait en France, en Belgique, je suis sûr que le peuple belge n'acceptera jamais ça, et le peuple burundais reste debout et ne va jamais au grand jamais accepter ce hold-up électoral. Je ne sais pas si c'est réellement toute la communauté d'ailleurs internationale qui pense comme cela. Qu'est-ce que la communauté internationale ? » Il dit de leur côté, le pouvoir burundais et la Commission électorale jubile, car ce soutien signifie que la communauté internationale va continuer à financer le processus électoral burundais, avec ou sans l'opposition.